

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2008 ET 2007

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2008 ET 2007

TABLE DES MATIÈRES

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS...	1
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
États consolidés des résultats.....	3
États consolidés du résultat étendu.....	4
États consolidés des bénéfices non répartis.....	5
Bilans consolidés.....	6
États consolidés des flux de trésorerie.....	7
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	8

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joint de « **SAVARIA CORPORATION** » sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes et établi des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

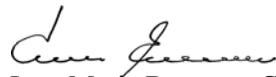
Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les vérificateurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs désignés par les actionnaires, PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.comptables agréés.



Marcel Bourassa

Le président du conseil et chef de la direction



Jean-Marie Bourassa C.A.

Le chef de la direction financière

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Savaria Corporation

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Savaria Corporation** aux 31 décembre 2008 et 2007 et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2008 et 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal, Québec
Le 24 mars 2009

¹ Comptable agréé auditeur permis n°. 19042

SAVARIA CORPORATION**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
CHIFFRE D'AFFAIRES	54 713 076 \$	57 519 690 \$
CHARGES D'EXPLOITATION		
Coût des marchandises vendues	42 078 118	43 979 192
Frais de vente et d'administration	11 338 979	10 525 426
Amortissement des immobilisations corporelles	386 358	522 710
Amortissement des frais de développement reportés	258 133	200 154
Amortissement des actifs incorporels	151 724	241 037
Frais (revenus) de restructuration (note 5)	(2 032 476)	223 871
Radiation d'actifs (note 6)	-	110 004
	52 180 836	55 802 394
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	2 532 240	1 717 296
AUTRES REVENUS ET CHARGES (note 7)	626 146	(1 495 201)
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	3 158 386	222 095
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 19B)	(1 609 109)	(546 022)
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	1 549 277 \$	(323 927) \$
Bénéfice (perte) net(te) par action ordinaire		
de base	0,057 \$	(0,011) \$
dilué	0,057 \$	(0,011) \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (note 22C)		
émis	27 298 997	28 283 564
dilué	27 298 997	28 370 876

SAVARIA CORPORATION

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	1 549 277 \$	(323 927) \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU, APRÈS IMPÔTS		
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 1 896 698 \$ (146 246 \$ en 2007)	(4 297 273)	295 427
(Gains) pertes non réalisé(e)s sur contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté(e)s au résultat net au cours de la période considérés, déduction faite des impôts de 98 096 \$ (98 761 \$ en 2007)	218 547	(198 980)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	(4 078 726)	96 447
RÉSULTAT ÉTENDU	(2 529 449) \$	(227 480) \$

SAVARIA CORPORATION

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
SOLDE au début de l'exercice	5 123 653 \$	8 793 905 \$
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	1 549 277	(323 927)
Excédent de la valeur aux livres d'actions rachetées pour annulation	6 672 930	8 469 978
	(339 952)	(988 921)
DIVIDENDES sur actions ordinaires	(1 736 791)	(2 357 404)
SOLDE à la fin de l'exercice	4 596 187 \$	5 123 653 \$

SAVARIA CORPORATION
BILANS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents	5 202 780 \$	4 714 615 \$
Débiteurs (note 8)	9 511 908	8 908 624
Stocks (note 9)	10 380 605	9 682 137
Frais payés d'avance	609 134	685 919
Contrats de change à terme (note 28A)	-	14 009
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	725 052	376 368
Versements exigibles sur les prêts à long terme (note 15)	99 103	102 927
Actifs d'impôts futurs (note 19A)	1 924 751	912 221
	28 453 333	25 396 820
TERRAIN ET BÂTIMENT DESTINÉS À LA VENTE (note 10)	-	2 846 518
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 11)	1 572 417	1 796 159
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS (note 12)	484 706	683 491
ACTIFS INCORPORELS (note 13)	1 083 529	1 222 629
ÉCART D'ACQUISITION	506 230	506 230
PLACEMENTS À LONG TERME (note 14)	5 880 126	2 719 929
PRÊTS À LONG TERME (note 15)	152 532	204 799
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS (note 19A)	2 550 599	3 312 659
	40 683 472 \$	38 689 234 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 16)	710 000 \$	940 000 \$
Emprunt à court terme (note 14A)	-	3 000 000
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente (note 10)	-	3 750 000
Créditeurs (note 17)	5 984 551	6 561 932
Produits reportés	442 861	243 218
Provision pour garanties (note 20)	289 693	267 976
Contrats de change à terme (note 28A)	3 714 953	-
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 18)	1 233 454	244 212
	12 375 512	15 007 338
PROVISION POUR GARANTIES (note 20)	550 505	516 605
CONTRATS DE CHANGE À TERME (note 28A)	2 376 366	-
DETTE À LONG TERME (note 18)	7 542 141	430 962
PASSIF NET D'UNE EDDV (note 21)	-	111 241
	22 844 524	16 066 146
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 22B)	15 565 977	15 949 915
Surplus d'apport (note 23)	1 745 891	1 539 901
Bénéfices non répartis	4 596 187	5 123 653
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 24)	(4 069 107)	9 619
	17 838 948	22 623 088
	40 683 472 \$	38 689 234 \$

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,


 _____, administrateur
 Marcel Bourassa


 _____, administrateur
 Jean-Marie Bourassa C.A.

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice (perte) net(te)	1 549 277 \$	(323 927) \$
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	386 358	522 710
Amortissement des frais de développement reportés	258 133	200 154
Amortissement des actifs incorporels	151 724	241 037
Radiation d'actifs (note 6)	-	110 004
Dévaluation des placements en PCAA (note 14)	1 352 119	253 971
Impôts futurs	1 548 132	402 228
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	(395 635)	-
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	205 990	242 079
Contrats de change encaissés avant échéance	228 000	-
Variation de la provision pour frais de garantie	55 617	(34 673)
(Gains) pertes à la cession d'immobilisations corporelles	(1 985 511)	9 322
(Gains) pertes de change non réalisées(és)	(465 599)	405
	2 888 605	1 623 310
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 4B)	(1 937 630)	643 818
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	950 975	2 267 128
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation des placements temporaires	-	988 586
Règlement du passif d'une EDDV (note 21)	(216 055)	-
Variation des placements à long terme	(4 100 000)	(2 984 400)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	4 875 957	2 750
Acquisition d'immobilisations corporelles	(206 544)	(216 110)
Frais de développement reportés	(59 348)	(371 844)
Acquisition d'actifs incorporels amortissables	(12 624)	(115 547)
Encaissement de prêts à long terme	113 868	200 235
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	395 254	(2 496 330)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts bancaires	(230 000)	290 000
Augmentation de l'emprunt à court terme	-	3 000 000
Augmentation de la dette à long terme	6 000 000	-
Remboursement de l'emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente	(3 750 000)	-
Remboursement de la dette à long terme	(518 006)	(774 743)
Apport d'une EDDV	100 623	111 241
Dividendes sur actions ordinaires	(1 736 791)	(2 357 404)
Rachat d'actions pour annulation	(723 890)	(1 508 795)
Émission d'actions	-	225 000
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(858 064)	(1 014 701)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS	488 165	(1 243 903)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS au début de l'exercice	4 714 615	5 958 518
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS à la fin de l'exercice	5 202 780 \$	4 714 615 \$

La trésorerie et les équivalents sont constitués de l'encaisse et de placements temporaires ayant une échéance initiale de trois mois et moins.

1. NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la société consistent en la fabrication, l'installation et la distribution d'ascenseurs, de plateformes élévatrices et de sièges d'escaliers pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi qu'en la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales listées ci-dessous. Au 31 décembre 2007, ils incluent également les comptes d'une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »).

Filiales	31 décembre 2008	31 décembre 2007
	%	%
Ascenseurs Savaria Concord Inc.	100	100
Weber Accessibility Systems, Inc. - inactive	100	100
Richardson Elevators (1191852 Ontario Limited) - inactive	100	100
Van-Action (2005) Inc.	100	100
Concord Elevator Holdings Inc. - inactive	100	100
Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., LTD.	100	EDDV

Les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés.

B) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influent sur les montants inscrits des éléments d'actif et de passif, réels ou éventuels, à la date des états financiers ainsi que sur les montants inscrits des produits et des charges pour les périodes de référence. Les principales estimations comprennent l'évaluation des instruments financiers, y compris les dérivés et les placements dans du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »), la rémunération à base d'actions, l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, y compris l'écart d'acquisition, les soldes d'impôts futurs, la provision pour créances douteuses et la provision pour frais de garanties. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction.

C) Conversion des devises

Les filiales américaine et chinoise sont définies comme intégrées. La société utilise la méthode temporelle pour la conversion de ses comptes et ceux de ses filiales américaine et chinoise exprimés en monnaies étrangères. Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont mesurés aux taux historiques. Les produits et les charges sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de conversion sont compris dans le calcul du résultat net de l'exercice.

D) Comptabilisation du chiffre d'affaires

La société comptabilise ses ventes lorsqu'il existe une preuve convaincante d'une entente, que les produits sont livrés, que le prix est déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Une provision est constituée au moment où les ventes sont comptabilisées en ce qui a trait aux garanties des marchandises. Étant donné que les produits sont fabriqués sur commande, il n'y a généralement aucun retour de marchandise possible.

E) Dépréciation d'actifs à long terme

La société révisé les valeurs comptables de ses actifs à long terme en comparant la valeur comptable de l'actif ou le groupe d'actifs avec les flux monétaires futurs non actualisés prévus qui seront générés par cet actif ou ce groupe d'actifs lorsqu'un événement indique que sa valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs détenu pour utilisation est supérieure à la somme des flux de trésorerie non actualisés qui devraient provenir de son utilisation ou de sa cession éventuelle. La perte de valeur est évaluée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur basée sur le prix en vigueur sur le marché, si disponible, ou sur la méthode des flux monétaires futurs actualisés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

F) Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal préconisée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et les passifs seront réglés ou recouverts. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

G) Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse et les placements ayant une échéance initiale de trois mois et moins et sont présentés au coût, lequel se rapproche de la valeur marchande.

H) Comptes clients

La société établit sa provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques.

I) Stocks

Les matières premières et les sous-assemblages sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Leur coût comprend les matières premières ainsi qu'une allocation pour les coûts de la main-d'œuvre directe et des frais généraux de fabrication.

La reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur de réalisation nette des stocks est permise.

J) Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes et taux annuels ou durée suivants :

	Méthode	Taux ou durée
Machinerie et outillage	Dégressif	20 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Matériel roulant	Dégressif	30 %
Matériel informatique	Dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux

K) Frais de développement reportés

Les frais reportés constitués de frais de développement sont comptabilisés au coût d'acquisition lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

le produit ou procédé est bien défini, la faisabilité du produit ou du procédé a été démontrée, la direction a l'intention de fabriquer ce produit ou d'utiliser le procédé, le marché du produit est défini et l'entreprise dispose des ressources pour mener le projet à terme. Ces frais sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Les crédits d'impôts attribuables aux frais de recherche et développement sont comptabilisés à l'encontre des frais de développement reportés lorsqu'ils sont liés à des frais reportés. La portion des crédits d'impôts non attribuée aux frais de développement reportés est comptabilisée en réduction des frais de ventes et d'administration.

L) Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent des licences d'exploitation, des listes de clients et des logiciels. Les licences d'exploitation ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie, mais elles font l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'actif incorporel. Les licences sont évaluées le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur permanente. Les listes de clients sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile prévue de 10 ans. Les logiciels sont amortis selon la méthode dégressive au taux de 30 %.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

M) Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais fait plutôt l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'actif incorporel. L'écart d'acquisition est évalué le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur permanente.

La société a réalisé des tests de dépréciation sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2008. Elle a conclu qu'aucune provision pour moins-value ne doit être comptabilisée.

N) Montant par action

Le bénéfice net de base par action est fondé sur la moyenne pondérée de l'ensemble des actions ordinaires émises et en circulation, et est obtenu en divisant le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net dilué par action est obtenu en divisant le bénéfice net de base attribuable aux actionnaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du bénéfice net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

O) Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés qui prévoient le règlement en espèces est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais d'exploitation. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

P) Instruments financiers

La société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change.

Les instruments dérivés sont des contrats qui exigent ou permettent l'échange de flux de trésorerie ou de paiements calculés par l'application de certains taux ou indices, ou variations de ceux-ci, à des montants contractuels théoriques. La société utilise des instruments dérivés dans la gestion de ses risques de change et non à des fins de spéculation.

Pour qu'un dérivé soit admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit être désignée et documentée en bonne et due forme dès sa mise en place. La documentation doit comprendre l'objectif et la stratégie spécifiques de gestion des risques, l'actif, le passif ou les flux de trésorerie spécifiques qui sont couverts, ainsi que la façon dont l'efficacité de la couverture sera appréciée. Le dérivé doit compenser efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert, tant à la mise en place de la relation de couverture que pendant la durée de celle-ci.

La société gère son exposition au risque de change à l'égard des ventes prévues en dollars US par l'utilisation de contrats à terme. Les gains et les pertes sont comptabilisés lorsque la vente désignée est constatée et ils sont portés au poste Chiffre d'affaires.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

A) 2007

Le 1^{er} janvier 2007, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

Chapitre 1506 : Modifications comptables

Ce chapitre établit les critères de changement des méthodes comptables, ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs.

Chapitre 1530 : Résultat étendu

Ce chapitre décrit la manière de présenter le résultat étendu et les éléments qui le composent. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Il comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, comme :

- la variation de l'écart de conversion relatif aux établissements étrangers autonomes;
- les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente.

L'ICCA a également apporté des changements au chapitre 3250 du Manuel, intitulé « *Surplus* », et a renommé le chapitre 3251, « *Capitaux propres* ». Les modifications sur la manière de présenter les capitaux propres et les variations des capitaux propres concordent avec les nouvelles exigences du chapitre 1530, « *Résultat étendu* ».

L'adoption de ces chapitres a obligé la société à présenter les éléments suivants dans ses états financiers consolidés :

- le résultat étendu et les éléments qui le composent;
- les autres éléments du résultat étendu cumulés et les éléments qui le composent.

3 . MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

Chapitre 3855 : Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Ce chapitre décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des instruments dérivés non financiers.

Ce chapitre exige que :

- i) tous les actifs financiers soient évalués à leur juste valeur, compte tenu de certaines exceptions comme les prêts et les placements lorsqu'ils sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance;
- ii) tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur lorsqu'il s'agit de dérivés ou lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Tous les autres passifs financiers sont évalués à leur valeur comptable;
- iii) tous les instruments financiers dérivés soient évalués à leur juste valeur, même lorsqu'ils sont des éléments constitutifs d'une relation de couverture.

Suivant l'adoption de ce chapitre, la société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents sont classés dans les actifs détenus à des fins de transactions et sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés dans les résultats.

- Les comptes clients et autres débiteurs et les prêts à long terme sont classés comme prêts et créances et sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Les placements à long terme sont classés dans les placements détenus jusqu'à échéance et sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Les emprunts bancaires et à court terme, les créditeurs et la dette à long terme sont classés dans les autres passifs et sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Chapitre 3865 : Couvertures

Ce chapitre comporte les exigences suivantes :

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les dérivés détenus aux fins de couverture doivent être inscrits à leur juste valeur et les variations de la juste valeur doivent être comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert doivent aussi être comptabilisées à l'état consolidé des résultats moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts constatés au bilan consolidé. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un instrument financier dérivé doit être inscrite dans les autres éléments du résultat étendu. Ces éléments doivent être reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des exercices où les flux de trésorerie de l'élément couvert ont un effet sur les résultats. De même, lorsqu'une relation de couverture présente une inefficacité, celle-ci doit être constatée à l'état consolidé des résultats dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers.

L'application de cette nouvelle norme a eu pour effet la comptabilisation, à l'adoption du chapitre, des pertes non réalisées sur contrats de change au cumul des autres éléments du résultat étendu.

B) 2008

Le 1^{er} janvier 2008, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

Chapitre 1400 : Normes générales de présentation des états financiers

Ce chapitre a été modifié de façon à préciser les exigences en matière d'évaluation et de présentation de la capacité d'une entité à poursuivre ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

Chapitre 1535 : Informations à fournir concernant le capital

Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital telles que les suivantes : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de l'exercice aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et, si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette inapplication.

L'adoption des nouvelles normes du chapitre 1535 n'a eu aucune incidence sur la situation financière ou sur les résultats de la société, mais a modifié l'information divulguée sur le capital (note 22).

Chapitre 3031 : Stocks

Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks en fournissant des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Cette norme permet également la reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Finalement, cette norme donne des directives sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et qui requièrent l'utilisation constante des politiques liées aux stocks, par type de stock similaire quant à leur nature et à leur utilisation.

3 . MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

L'adoption des ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

Chapitre 3862 : Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863 : Instruments financiers – présentation

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, « *Instruments financiers – informations à fournir et présentation* », dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. L'adoption de cette nouvelle norme a eu pour effet de modifier les analyses sur les risques encourus par la société ainsi que d'augmenter les obligations de divulgation d'information aux états financiers consolidés (note 28).

C) Modifications comptables futures

Chapitre 1582 : Regroupement d'entreprises, chapitre 1601 : États financiers consolidés et chapitre 1602 : Participations sans contrôle

En 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, « *Regroupements d'entreprises* », le chapitre 1601, « *États financiers consolidés* », et le chapitre 1602, « *Participations sans contrôle* ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers de la société de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2011. La société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « *Regroupements d'entreprises* ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « *États financiers consolidés* ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « *États financiers consolidés et individuels* », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Chapitre 3064 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En janvier 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* ». Cette norme renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Il clarifie aussi l'application du concept de rattachement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actif des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif. Le 1^{er} janvier 2009, cette norme s'appliquera à la société de manière rétrospective avec retraitement des chiffres des exercices antérieurs. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme aux états financiers consolidés lors de sa première application.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les sociétés publiques, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les IFRS. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 décembre 2011 selon les IFRS. La société élabore actuellement son plan de conversion aux IFRS. Ce plan visera entre autres à identifier les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la société, à en évaluer les incidences et, le cas échéant, à analyser les diverses conventions que la société pourrait choisir d'appliquer.

4 . FLUX DE TRÉSORERIE

A) Intérêts débiteurs et impôts

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts débiteurs et aux impôts se détaillent comme suit :

	2008	2007
Intérêts débiteurs versés	336 867 \$	449 245 \$
Impôts sur les bénéfices versés	33 336 \$	31 825 \$

B) Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2008	2007
Débiteurs	(589 525) \$	1 102 271 \$
Stocks	(698 468)	(7 804)
Frais payés d'avance	76 785	(26 473)
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(348 684)	(55 400)
Créditeurs	(577 381)	(245 722)
Produits reportés	199 643	(123 054)
	(1 937 630) \$	643 818 \$

4 . FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

C) Transactions non monétaires

En 2007 et en 2008, il y a eu des transactions non monétaires liées à des annulations d'actions (notes 22B). De plus, en 2007, il y a eu des transactions non monétaires liées à la conversion de soldes à recevoir en prêts à long terme (note 15) et à l'émission d'un prêt à un employé (note 22B).

5 . FRAIS (REVENUS) DE RESTRUCTURATION

Le tableau suivant indique les composantes des frais (de revenus) de restructuration :

	2008	2007
Gain sur la cession de l'immeuble situé à Laval	(2 032 476) \$	- \$
Indemnités de départ	-	171 403
Autres frais	-	52 468
	(2 032 476) \$	223 871 \$
Solde des frais à payer au début de l'exercice	- \$	56 478 \$
Frais versés au cours de l'exercice	-	56 478
Solde des frais à payer à la fin de l'exercice	- \$	- \$

Le 21 décembre 2007, la société a procédé à la fermeture de son usine de fabrication située à Laval, Québec. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la société a constaté des frais liés à cette restructuration de 223 871 \$, dont 171 403 \$ sont liés aux indemnités de départ. De ce montant, 56 478 \$ demeuraient impayés au 31 décembre 2007. Le terrain et le bâtiment situés à cet emplacement ainsi que l'emprunt qui y était associé ont été reclassés comme actifs et passifs destinés à la vente au 31 décembre 2007.

Au cours de l'exercice 2008, la société a procédé à la vente de l'immeuble et au remboursement de l'emprunt (note 10).

Les frais (revenus) de restructuration sont liés au secteur d'exploitation *Accessibilité*.

6 . RADIATION D'ACTIFS Immobilisations

A) Actifs incorporels

En 2007, une licence d'exploitation d'une valeur de 10 004 \$ a été radiée.

B) Immobilisations

En 2007, à la suite de la fermeture de son usine de Laval, la société a dévalué des immobilisations d'une valeur de 100 000 \$, qui n'étaient plus utilisées dans ses activités.

Ces éléments étaient de nature non monétaire et n'ont eu aucune incidence sur les flux de trésorerie.

7 . AUTRES REVENUS ET CHARGES

	2008	2007
Revenus d'intérêts et de dividendes	170 489 \$	284 169 \$
Gain (perte) de change	1 791 581	(926 841)
Intérêts sur la dette à long terme	(134 886)	(287 793)
Frais d'intérêts et frais bancaires	(201 981)	(161 452)
Dévaluation des placements en PCAA (note 14)	(1 352 119)	(253 971)
Perte subie par une EDDV	-	(164 141)
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	(46 965)	(9 322)
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	395 635	-
Autres revenus	4 392	24 150
	626 146 \$	(1 495 201) \$

8 . DÉBITEURS

	2008	2007
Comptes clients libellés en dollars canadiens	3 903 056 \$	3 812 643 \$
Comptes clients libellés en dollars américains	6 235 515	5 532 605
	10 138 571	9 345 248
Provision pour créances douteuses	(1 221 371)	(782 549)
	8 917 200	8 562 699
Taxes à la consommation à recevoir	185 087	302 792
Autres débiteurs	409 621	43 133
	9 511 908 \$	8 908 624 \$

9 . STOCKS

	2008	2007
Matières premières et sous-assemblages	8 274 197 \$	8 651 892 \$
Produits en cours	413 640	335 451
Produits finis	1 692 768	694 794
	10 380 605 \$	9 682 137 \$

Aucune charge de dépréciation des stocks n'a été comptabilisée en charge au cours de l'exercice 2008.

10 . ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE ET EMPRUNT À COURT TERME LIÉ À DES ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Les éléments d'actifs destinés à la vente et un emprunt à court terme lié à ces actifs présentés dans le bilan s'établissent comme suit :

	2008	2007
Actif		
Terrain et bâtiment	- \$	2 846 518 \$
Passif		
Emprunt échu en mai 2008	- \$	3 750 000 \$

Le 8 avril 2008, la société a procédé à la vente de son immeuble situé à Laval au montant de 4 878 994 \$, déduction faite des frais de vente, et le 27 mars 2008, au remboursement de l'emprunt qui y était associé, au montant de 3 750 000 \$.

11 . IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	6 779 801 \$	5 915 117 \$	864 684 \$
Mobilier et agencements	734 942	664 370	70 572
Matériel roulant	267 612	156 986	110 626
Matériel informatique	907 861	748 941	158 920
Améliorations locatives	1 419 642	1 052 027	367 615
	10 109 858 \$	8 537 441 \$	1 572 417 \$

Au 31 décembre 2008, le matériel informatique inclut des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 18 639 \$ et un amortissement cumulé de 13 931 \$.

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	7 212 728 \$	6 204 019 \$	1 008 709 \$
Mobilier et agencements	768 941	679 852	89 089
Matériel roulant	273 705	111 672	162 033
Matériel informatique	876 029	690 435	185 594
Améliorations locatives	1 308 825	958 091	350 734
	10 440 228 \$	8 644 069 \$	1 796 159 \$

Au 31 décembre 2007, le matériel informatique inclut des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 63 070 \$ et un amortissement cumulé de 35 204 \$.

12 . FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Frais de développement reportés (note 29)	950 920 \$	466 214 \$	484 706 \$

12 . FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS (suite)

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Frais de développement reportés (note 29)	1 055 483 \$	371 992 \$	683 491 \$

13 . ACTIFS INCORPORELS

	2008			2007
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Licences d'exploitation	299 932 \$	- \$	299 932 \$	299 932 \$
Listes de clients	946 568	307 635	638 933	733 590
Logiciels	778 442	633 778	144 664	189 107
Actifs incorporels amortissables	1 725 010	941 413	783 597	922 697
	2 024 942 \$	941 413 \$	1 083 529 \$	1 222 629 \$

14 . PLACEMENTS À LONG TERME

	2008	2007
Papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers (juste valeur de 1 780 126 \$; 2 719 929 \$ en 2007)	1 780 126 \$	2 719 929 \$
Certificat de placement garanti (juste valeur de 4 100 000 \$)	4 100 000	-
	5 880 126 \$	2 719 929 \$

A) Papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers

La société détient des placements au montant de 3 636 795 \$ (2 985 874 \$ US) qui sont investis en PCAA émis par SLATE Trust et ROCKET Trust. Ces placements qui avaient une cote « R1-(high) » selon Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») au moment de leur acquisition, respectaient les critères de placement de la société. Les échéances des placements en PCAA que la société détient s'échelonnaient du 30 août au 5 septembre 2007. Au milieu du mois d'août 2007, plusieurs promoteurs non bancaires de PCAA, incluant ceux avec lesquels la société a investi, ont annoncé qu'ils ne pouvaient plus trouver d'acheteurs pour le PCAA en raison d'une détérioration des conditions dans les marchés de capitaux canadiens. Il en résulte qu'il n'y a présentement aucun marché actif pour le PCAA détenu par la société.

Le 24 décembre 2008, le comité d'investisseurs pancanadien a annoncé que les termes finals de la restructuration avaient été convenus, ce qui confirmait à la société que ses placements en PCAA seraient remplacés par des billets à long terme à taux variables (« nouveaux billets »). Par conséquent, au 31 décembre 2008, les placements en PCAA non bancaire demeurent sujet à une procédure de restructuration qui a été conclue le 21 janvier 2009. La restructuration a mené à une mise en commun de tous les actifs sous-jacents de toutes les fiducies de PCAA, à l'exception des actifs jugés inadmissibles (« actifs inadmissibles ») ainsi que les séries d'actifs adossés exclusivement à des actifs traditionnels (« actifs traditionnels »). Les billets mis en commun sont généralement soutenus par des produits structurés de crédit (« actifs synthétiques »).

Par conséquent, les placements en PCAA de la société ayant fait l'objet d'une mise en commun des actifs ont été remplacés, le 21 janvier 2009, par deux catégories de billets adossés à des actifs, nommés A1 et C par rang décroissant de priorité émis par Véhicule d'actifs cadre 2 (« VAC 2 »). Les placements en papier commercial adossé à des actifs inadmissibles ou des actifs traditionnels ont été remplacés par des billets reflète qui suivront la performance spécifique des actifs auxquels ils correspondent.

Sommaire de l'évaluation

L'estimation de la juste valeur des billets de remplacement qui seront reçus selon le plan de restructuration a été calculée à l'aide de l'information fournie par le comité d'investisseurs pancanadien ainsi que par Ernst & Young inc., le Contrôleur de la restructuration. Le tableau ci-dessous résume l'évaluation de la société.

14 . PLACEMENTS À LONG TERME (suite)

Catégories restructurées	En milliers de \$ US		Date prévue d'échéance
	Valeur nominale	Juste valeur estimée *	
Billets VAC 2			
A1 (coté A)	838,2	559,3	15 juillet 2056
C	25,9	3,1	15 juillet 2056
Billets reflète - actifs traditionnels			
VAC 3 - classe 14	650,0	507,6	1 ^{er} janvier 2021
Billets reflète - actifs inadmissibles			
VAC 2 - classe 13	131,5	26,2	20 mars 2014
VAC 3 - classe 25	1 340,3	365,3	25 décembre 2036
Total des placements	2 985,9	1 461,5	

* Le rayon des justes valeurs estimées par la société varie entre 1,64 million \$ US et 1,29 million \$ US.

Évaluation

La société a utilisé la méthodologie et les hypothèses suivantes pour estimer la juste valeur des placements en PCAA au 31 décembre 2008. En se servant de l'information disponible, la société a déterminé ou estimé les principales caractéristiques des nouveaux billets incluant le taux d'intérêt, la date d'échéance et la cote de crédit. Par la suite, elle a estimé le rendement qu'un investisseur potentiel exigerait pour investir dans chacune des catégories de nouveaux billets. Enfin, la société a utilisé cette information pour calculer une valeur actuelle nette pour chacune des catégories de nouveaux billets.

Dans le cas des billets de catégorie A1, les conditions stipulent qu'ils paieront un intérêt à un taux de 0,5 % en dessous du taux des acceptations bancaires (« AB ») et que les investisseurs potentiels de ces billets exigeront un rendement entre 5 % et 7 % au-dessus du taux des AB.

Les billets de catégorie C portent intérêt à un taux de 20 % au-dessus du taux des AB. Par contre, il est prévu qu'aucun intérêt ne sera payé étant donné que ces billets seront subordonnés aux billets de catégorie B qui, eux, seront subordonnés aux billets de catégories A1 et A2. Étant donné cette subordination, les billets de catégorie C sont considérés comme étant hautement spéculatifs puisque le remboursement éventuel du capital à la date d'échéance est prévu en l'an 2056. Par conséquent, la juste valeur des billets de catégorie C est estimée à environ 12 % de la valeur nominale.

Il est estimé que les billets adossés à des actifs traditionnels paieront un intérêt à un taux de 0,5 % au-dessus du taux des AB et qu'un investisseur potentiel de ces billets exigera une prime de 3 % au-dessus du taux des AB.

Il est estimé que les billets adossés à des actifs inadmissibles généreront un intérêt à un taux approximatif de 0,5 % au-dessus du taux des AB et qu'un investisseur potentiel de ces billets exigera un rendement entre 10 % et 100 % au-dessus du taux des AB. La prime plus élevée tient compte du fait que certains des actifs sont significativement affligés dans le marché actuel.

Fondé sur une analyse de sensibilité des hypothèses utilisées, le rendement prévu par un investisseur potentiel demeure la plus importante des hypothèses de l'évaluation de la juste valeur. En fonction de cet exercice, la société estime que le rayon des justes valeurs potentielles des nouveaux billets se situe entre 1,64 million \$ US et 1,29 million \$ US. Au 31 décembre 2008, la juste valeur des placements en PCAA est évalué à 1 780 126 \$ (1 461 516 \$ US) et ces placements sont présentés à long terme.

Le 15 octobre 2007, la société a conclu une entente de financement temporaire avec son institution financière afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour respecter ses obligations financières en attendant le règlement des placements en PCAA. Ces placements ont été mis en garantie pour cette facilité de crédit d'un montant de 3 000 000 \$ qui était entièrement utilisée au 31 décembre 2008. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel moins 1,5 % et doit être remboursée en totalité dès que les placements en PCAA seront vendus ou au plus tard au 31 mars 2009. Suivant la conversion de ces placements en nouveaux billets, l'institution financière de la société a converti cette entente de financement temporaire en dette à long terme. Pour cette raison, la dette est présentée à long terme au 31 décembre 2008 (note 18 et note 31).

B) Certificat de placement garanti

La société détient un certificat de placement garanti au montant de 4 433 945 \$ à un taux d'intérêt de 2,35 % et venant à échéance le 12 février 2009. De ce montant, 4 100 000 \$ est présenté à long terme étant donné que son encaissement est sujet à l'approbation de projets d'acquisitions par l'institution financière de la société. La différence de 333 945 \$ est présentée au poste Trésorerie et équivalents.

15 . PRÊTS À LONG TERME

	2008	2007
Prêt à long terme participatif issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux Émirats arabes unis. Le prêt a été remboursé au complet au 31 décembre 2008.	- \$	24 783 \$
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt est de 243 600 \$ (200 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2008 est de 170 520 \$ (140 000 \$ US). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en dix versements annuels égaux commençant en juin 2006.	170 520	158 608
Solde à recevoir avec intérêt au taux de 4,23 % sur conversion de débiteurs d'une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt résultant de la conversion effectuée en septembre 2007 est de 176 610 \$ (145 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2008 est de 81 115 \$ (66 597 \$ US). Remboursable en 29 versements mensuels égaux de 5 250 \$ US, capital et intérêts, commençant en septembre 2007.	81 115	124 335
	251 635	307 726
Moins la portion recevable à court terme	99 103	102 927
	152 532 \$	204 799 \$

Les versements exigibles sur les prêts à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2009	2010	2011	2012	2013	après 2013
99 103 \$	30 732 \$	24 360 \$	24 360 \$	24 360 \$	48 720 \$

16 . EMPRUNTS BANCAIRES

La société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 1 500 000 \$ pour sa filiale Van-Action (2005) Inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2008, le solde de la marge de crédit s'élève à 710 000 \$ (250 000 \$ en 2007).

De plus, la société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 2 000 000 \$ (7 000 000 \$ en 2007) pour sa filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Une hypothèque mobilière de premier rang de 9 075 000 \$ et un contrat de sûreté de premier rang dans la province d'Ontario, tous deux grevant l'universalité des stocks et des créances de la filiale, présents et futurs, ainsi qu'une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2008, la marge de crédit était inutilisée (690 000 \$ en 2007).

17 . CRÉDITEURS

	2008	2007
Fournisseurs et charges à payer libellés en dollars canadiens	4 549 888 \$	4 898 612 \$
Fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains et autres devises	899 863	781 873
Salaires et déductions à la source	215 333	576 647
Vacances courues	319 467	304 800
	5 984 551 \$	6 561 932 \$

18 . DETTE À LONG TERME

	2008	2007
Emprunt d'un montant nominal initial de 6 000 000 \$ ayant une juste valeur de 5 604 365 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Une hypothèque mobilière au montant de 6 600 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société et de ses filiales Ascenseurs Savaria Concord inc. et Van-Action (2005) inc., ainsi qu'une garantie sur un placement à long terme de 4 100 000 \$ ont été donnés en garantie. Remboursable par versements mensuels de 90 909 \$ plus intérêts, venant à échéance en mai 2014.	5 604 365 \$	- \$

18 . DETTE À LONG TERME (suite)

	2008	2007
Emprunt d'un montant initial de 3 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,5 %. Les placements en PCAA d'une valeur de 1 780 126 \$ ont été donnés en garantie. Remboursable lorsque les placements en PCAA seront vendus sur le marché ou au plus tard au 31 mars 2009. Ce financement temporaire a été converti en dette à long terme d'une valeur de 3 000 000 \$ US le 16 mars 2009 à la suite du remplacement des PCAA par les nouveaux billets (note 31).	3 000 000 \$	-
Emprunt d'un montant initial de 569 998 \$ (575 000 \$ US). La dette a été remboursée par anticipation en janvier 2008.	-	373 709
Emprunt d'un montant initial de 500 000 \$. Cet emprunt se divise en deux portions de 250 000 \$ chacun portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,25 %. Remboursable par versements mensuels de 10 417 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2010. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie.	166 666	291 666
Emprunts en vertu de contrats de location-acquisition pour un montant initial total de 18 639 \$, portant intérêt au taux de 10,8 %. Du matériel informatique ayant une valeur nette comptable totale de 4 708 \$ a été donné en garantie. Remboursables par versements mensuels de 403 \$, capital et intérêts, venant à échéance en décembre 2009.	4 564	9 799
	8 775 595	675 174
Moins les versements exigibles à court terme	1 233 454	244 212
	7 542 141 \$	430 962 \$

Les versements exigibles sur la dette à long terme à l'exception du contrat de location-acquisition au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2009	2010	2011	2012	2013
1 228 890 \$	1 060 641 \$	2 497 729 \$	2 540 221 \$	1 018 975 \$

Les paiements minimaux exigibles à l'égard des engagements en vertu d'un contrat de location-acquisition sont les suivants :

Exercice se terminant le 31 décembre 2009	4 833 \$
Moins les intérêts (taux moyen pondéré de 10,8 %)	269
	<u>4 564</u>
Moins la portion à court terme	4 564
	<u><u>- \$</u></u>

19 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS

A) Impôts futurs

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui donnent lieu à des parties importantes des actifs et des passifs d'impôts futurs s'établissent comme suit :

	2008	2007
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À COURT TERME		
Contrats de change	1 127 347 \$	(4 390) \$
Report prospectif de pertes	651 862	794 113
Provision pour garanties	89 701	83 813
Frais d'inscription à la Bourse	26 907	26 907
Provisions non déductibles	34 698	15 670
Crédits d'impôt à l'investissement	(8 279)	(6 407)
Autres	2 515	2 515
	1 924 751 \$	912 221 \$

19 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS (suite)

	2008	2007
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À LONG TERME		
Report prospectif de pertes	1 757 912 \$	3 525 360 \$
Contrats de change	666 865	-
Provision pour stocks	527 572	220 971
Provision pour mauvaises créances	107 920	-
Provision pour garanties	148 457	139 380
Immobilisations corporelles	120 410	(54 480)
Frais de développement reportés	296 586	149 477
Crédits d'impôt à l'investissement	(167 783)	(121 081)
Actifs incorporels	(62 972)	(135 327)
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	(106 742)	-
Frais d'inscription à la Bourse	-	26 907
Gain de change non réalisé	-	(15 212)
Autres	134	2 515
Provision pour dévaluation – report prospectif de pertes	(737 760)	(425 851)
	2 550 599 \$	3 312 659 \$

B) Impôts sur les bénéfices

Les provisions pour impôts sur les bénéfices se composent des éléments suivants :

	2008	2007
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 158 386 \$	222 095 \$
Provision pour impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition statutaire fédéral et provincial de 31 % (33 % en 2007)	978 468 \$	73 291 \$
Avantage des pertes en capital sur dévaluation d'investissements non comptabilisé	238 252	-
Déplacements de pertes reportées à des années ayant des taux d'imposition moindres	168 949	-
Écarts permanents	14 270	88 077
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions, non déductible	90 170	80 297
Écart de taux sur réserves fiscales	43 492	-
Avantage des pertes nettes d'exploitation de filiales non comptabilisé	40 223	-
Réduction de l'actif d'impôts futurs résultant de la diminution des taux d'imposition du budget et de fédéral de 2007	-	252 711
Avantage des pertes nettes d'exploitation d'une EDDV non comptabilisé	-	54 560
Autres	35 285	(2 914)
	1 609 109 \$	546 022 \$
IMPÔTS EXIGIBLES ET FUTURS		
Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :		
Exigibles	60 977 \$	143 794 \$
Futurs	1 548 132	402 228
	1 609 109 \$	546 022 \$

C) Pertes reportées

Au 31 décembre 2008, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées canadiennes, au Québec et en Ontario, de 6 238 000 \$ (11 939 000 \$ en 2007), 5 921 000 \$ (12 002 000 \$ en 2007) et de 5 033 000 \$ (10 739 000 \$ en 2007), respectivement. Ces pertes reportées viennent à échéance à diverses dates entre 2010 et 2028.

À cette même date, la société avait aussi des pertes en capital reportées canadiennes de 896 000 \$ et au Québec de 710 000 \$ pour lesquelles aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé puisqu'elles ne sont pas encore réalisées au niveau fiscal. Ces pertes pourront être reportées sur une période indéfinie.

Au 31 décembre 2008, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées du gouvernement fédéral américain de 1 164 000 \$ (956 000 \$ US) et des états de 1 186 000 \$ (974 000 \$ US). Au 31 décembre 2007, les montants de ces pertes reportées étaient de 843 000 \$ (850 000 \$ US) et de 873 000 \$ (881 000 \$ US), respectivement. Aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé aux livres sur ces pertes. Celles-ci viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2028.

20 . PROVISION POUR GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trente-six (36) mois. Au cours de l'exercice 2008, la société a augmenté sa provision de 55 617 \$ (diminué de 34 673 \$ en 2007). Cette charge est cumulée au passif à court terme et à long terme sous les rubriques Provision pour garanties. La direction établit cette provision en se fondant sur son expérience antérieure. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants comptabilisés.

21 . ENTITÉ À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

La société a inclus une EDDV à son périmètre de consolidation jusqu'au 21 août 2008. L'entité en question était détenue par un apparenté qui est un employé de la société et proche parent du Président. Le 22 août 2008, le capital-actions de cette entité a été transféré au nom de la société au coût de 216 055 \$ représentant le règlement du passif net comptabilisé par la société à cette date, et l'entité est consolidée en tant que filiale depuis le 22 août 2008. L'entité, située en Chine, effectue de l'assemblage de pièces et de produits finis pour le compte des filiales de la société.

Le tableau ci-après indique l'incidence par poste du bilan au 31 décembre 2007 :

	2007
Actif	
Trésorerie et équivalents	10 236 \$
Stocks	74 710
Frais payés d'avance	111 440
Immobilisations corporelles	93 231
Autres éléments d'actif	2 146
	291 763 \$
Passif	
Créditeurs	131 541 \$
Revenus reportés	213 122
	344 663
Capitaux propres	
Apport d'une EDDV	111 241
Déficit	(164 141)
	(52 900)
	291 763 \$

22 . CAPITAL-ACTIONS

A) Gestion du risque lié au capital :

La société définit les composantes de sa structure de capital comme étant les dettes à long terme, les emprunts bancaires et les emprunts à court terme moins la trésorerie et équivalents, les placements temporaires et les placements à long terme plus les capitaux propres.

	2008	2007
Trésorerie et équivalents	(5 202 780) \$	(4 714 615) \$
Emprunts bancaires	710 000	940 000
Emprunt à court terme	-	3 000 000
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente	-	3 750 000
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	8 775 595	675 174
Placements à long terme	(5 880 126)	(2 719 929)
	(1 597 311)	930 630
Capitaux propres	17 838 948	22 623 088
Total de la structure de capital	16 241 637 \$	23 553 718 \$

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, la société a remboursé l'emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente tandis qu'elle a signé une nouvelle entente de dette à long terme de 6 000 000 \$ dont 4 100 000 \$ sont investis à long terme (note 14B).

De plus, un emprunt à court terme au montant de 3 000 000 \$ a été reclassé à long terme au 31 décembre 2008 (note 14A).

En matière de gestion du capital, les objectifs de la société sont les suivants :

- Préserver la capacité de la société à poursuivre son exploitation afin de fournir un rendement à ses actionnaires;
- Préserver la capacité de la société à financer tout projet d'investissement et acquisitions stratégiques;
- Racheter des actions dans le cadre du programme d'achat et d'annulation d'actions.

22 . CAPITAL-ACTIONS (suite)

La société détermine le montant du capital proportionnellement au risque. Elle gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et des caractéristiques de risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière ou modifier son programme d'achat et d'annulation d'actions.

La société assure le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement.

De plus, la société doit respecter certaines conditions imposées par diverses ententes bancaires. Ces conditions comprennent, au niveau consolidé, le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimum de 1,50 : 1 et d'un ratio d'endettement maximum de 1,50 : 1 et, sur une base annuelle, mais contrôlé trimestriellement, un ratio de dettes portant intérêts moins l'encaisse sur le bénéfice avant intérêt, impôts et amortissement (« BAIIA ») maximum de 3,90 : 1 et un ratio de couverture des charges fixes minimal de 1,10 : 1. Le ratio de couverture des charges fixes se définit comme étant le rapport du BAIIA plus l'encaisse en début d'année moins les acquisitions d'immobilisations et les rachats d'actions non financés sur la somme totale des versements de capital dus et/ou exigibles sur la dette totale plus les intérêts et les dividendes. La société doit aussi maintenir en tout temps une valeur d'emprunt minimal de 4 500 000 \$. La valeur d'emprunt se définit comme étant la somme de 75 % des comptes clients canadiens, 65 % des comptes clients US et 50 % des stocks déduction faite des comptes fournisseurs de moins de 30 jours, jusqu'à concurrence de 2 500 000 \$.

Pour sa filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc., ces conditions comprennent le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimum de 1,10 : 1 et d'un ratio d'endettement sur l'avoir des actionnaires maximal de 2,50 : 1. Le montant maximum tiré sur la marge de crédit ne peut dépasser la somme de 75 % des comptes clients canadiens, 65 % des comptes clients US, 50 % des matières premières et 35 % des produits finis.

Quant à sa filiale Van-Action (2005) Inc., elle doit maintenir sur une base trimestrielle un fonds de roulement d'au moins 1 200 000 \$ et un ratio d'endettement sur l'avoir des actionnaires maximal de 2 : 1, ainsi qu'un ratio de couverture du service de la dette d'au moins 1,25 : 1 sur une base annuelle. Le ratio de couverture du service de la dette se définit comme étant le total du BAIIA plus les frais de loyer et les versements en vertu de contrats de location-exploitation moins les impôts sur le bénéfice versés et les acquisitions d'immobilisations, divisé par la somme du capital, des frais d'intérêts, des frais de loyer et des versements en vertu de contrats de location-exploitation et de location-acquisition. Le montant maximum tiré sur la marge de crédit ne peut excéder le moindre de 1 500 000 \$ et la somme de 90 % des comptes clients canadiens bénéficiant d'une subvention gouvernementale, 80 % de tous les autres comptes clients canadiens, déduction faite des réclamations de garantie, 80 % des comptes clients suédois, 40 % des matières premières déduction faite des comptes fournisseurs de moins de 30 jours et 50 % des véhicules sans excéder une valeur de 350 000 \$.

La société respecte toutes les conditions imposées par ses prêteurs.

B) Autorisé :

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Le 14 septembre 2005, la société avait émis 4 249 984 actions ordinaires au prix de 1,40 \$ pour l'acquisition de Acenseurs Savaria Concord Inc. Le prix des actions était basé sur le cours du marché en vigueur à la date d'acquisition, lequel a été escompté pour tenir compte d'une restriction de vente de deux ans dont un tiers a été libéré en septembre 2007, un deuxième tiers en septembre 2008 et le dernier tiers pourra être libéré en septembre 2009. Du nombre total émis, 133 234 actions à 1,50 \$ l'action sont toujours sous écrou afin de protéger la société contre des poursuites ou paiements éventuels provenant d'événements antérieurs à la date d'acquisition.

En 2007, la société a émis 475 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice de droits d'achat d'actions au prix de 1 \$ l'action; en contrepartie, un prêt à long terme de 250 000 \$ a été émis à un administrateur, qui est aussi un employé, générant un encaissement net de 225 000 \$. Ce prêt à long terme a été porté en diminution de l'émission de capital-actions et le nombre d'options en circulation a été augmenté de 250 000 (note 25). Une charge de rémunération de 68 097 \$ (107 821 \$ en 2007) a été calculée sur ces options, considérées comme en circulation, et inscrite au poste Frais de vente et d'administration. Éventuellement, le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux remboursements sur le prêt et le nombre d'options en circulation sera réduit en conséquence. Ce prêt porte intérêt au taux annuel de 5 % et est garanti par 200 000 actions ordinaires de la société, ayant une valeur au marché de 100 000 \$ au 31 décembre 2008. Les intérêts sont payables annuellement alors que le capital est remboursable à échéance, soit le 23 février 2010.

Émis :

2008	Actions ordinaires	
	Nombre	Montant
Solde au 31 décembre 2007, avant renversement de l'exercice de droits d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	28 162 414	16 199 915 \$
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	(250 000)	(250 000)
Solde au 31 décembre 2007	27 912 414	15 949 915
Annulées à la suite du rachat public d'actions	(671 900)	(383 938)
Solde au 31 décembre 2008	27 240 514	15 565 977 \$

22 . CAPITAL-ACTIONS (suite)

2007	Actions ordinaires	
	Nombre	Montant
Solde au 31 décembre 2006	28 598 414	16 244 789 \$
Exercice de droits d'achat d'actions	475 000	475 000
Annulées à la suite du rachat public d'actions	(911 000)	(519 874)
	28 162 414	16 199 915
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	(250 000)	(250 000)
Solde au 31 décembre 2007	27 912 414	15 949 915 \$

C) Le tableau suivant présente le rapprochement du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du bénéfice net de base et dilué par action :

	2008	2007
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	27 298 997	28 283 564
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	-	87 312
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	27 298 997	28 370 876

En calculant le bénéfice (perte) net(te) dilué(e) par action de 2008 et 2007, 2 048 000 et 1 157 500 options d'achat, respectivement, ont été exclues en raison de leur effet antidilutif.

23 . SURPLUS D'APPORT

	2008	2007
Solde au début de l'exercice	1 539 901 \$	1 297 822 \$
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	205 990	242 079
Solde à la fin de l'exercice	1 745 891 \$	1 539 901 \$

24 . CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	2008	2007
Solde au début de l'exercice, déduction faite des impôts de 4 390 \$ (43 095 \$ en 2007)	9 619 \$	(86 828) \$
Variation des autres éléments du résultat étendu de l'exercice déduction faite des impôts de 1 798 602 \$ (47 485 \$ en 2007)	(4 078 726)	96 447
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 1 794 212 \$ (4 390 \$ en 2007)	(4 069 107) \$	9 619 \$

25 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains salariés et administrateurs de la société, le conseil d'administration peut, à son gré mais sans dépasser 1 792 659 actions, attribuer à certains salariés et administrateurs de la société des options leur permettant d'acquérir des actions de la société. Le prix d'exercice est le cours de clôture de l'action de la journée précédant l'attribution des options. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis dans une période variant entre un an et cinq ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

2008				
Nombre d'option attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue
60 000	3,99 %	2,26 %	38 %	5 ans
75 000	2,92 %	2,26 %	38 %	3 ans
700 000	3,31 %	2,26 %	38 %	6 ans
50 000	3,18 %	2,26 %	38 %	5 ans
Total	3,32 %	2,26 %	38 %	de 3 à 6 ans

25 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (suite)

2007				
Nombre d'option attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue
79 000	4,22 %	3,99 %	35 %	3 ans
50 000	4,22 %	3,99 %	35 %	5 ans
100 000	4,50 %	3,99 %	35 %	3 ans
100 000	4,62 %	3,99 %	35 %	5 ans
100 000	3,87 %	3,99 %	35 %	5 ans
250 000	4,23 %	3,99 %	35 %	3 ans
Total 679 000	4,27 %	3,99 %	35 %	de 3 à 5 ans

La juste valeur estimative des options attribuées en 2008 s'élève à 275 592 \$ (442 226 \$ en 2007). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 205 990 \$ (242 079 \$ en 2007) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été porté au crédit du surplus d'apport.

	2008		2007	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	1 517 500	1,70 \$	1 491 500	1,60 \$
Attribuées	885 000	0,97 \$	429 000	1,79 \$
Exercées	-	s.o.	(225 000)	1,00 \$
Échues	(354 500)	2,03 \$	(178 000)	2,00 \$
En circulation à la fin de l'exercice	2 048 000	1,33 \$	1 517 500	1,70 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	920 250	1,53 \$	1 004 667	1,65 \$

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions en cours aux 31 décembre :

2008				2007			
Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées	Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées
	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante			Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	
0,95	750 000	5,5 ans	-	1,00	250 000	2,1 ans	250 000
1,00	250 000	1,1 an	250 000	1,35	100 000	4,9 ans	-
1,06	75 000	2,2 ans	56 250	1,59	100 000	4,6 ans	-
1,10	60 000	4,1 ans	-	1,60	60 000	2,9 ans	21 667
1,35	100 000	3,9 ans	25 000	1,65	50 000	3,7 ans	12 500
1,59	100 000	3,6 ans	25 000	1,70	100 000	1,2 an	100 000
1,60	60 000	1,9 an	24 167	1,75	225 000	1,4 an	225 000
1,65	50 000	2,7 ans	25 000	1,80	25 000	3,5 ans	-
1,70	100 000	0,2 an	100 000	1,96	100 000	2,2 ans	75 000
1,75	225 000	0,4 an	225 000	2,00	344 500	1,7 an	274 500
1,80	25 000	2,5 ans	8 333	2,07	41 000	0,7 an	41 000
1,96	100 000	1,2 an	100 000	2,15	117 000	2,9 ans	-
2,00	70 000	1,9 an	52 500	2,50	5 000	0,6 an	5 000
2,15	83 000	2,2 ans	29 000	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
de 0,95 \$ à 2,15 \$	2 048 000	3,2 ans	920 250	de 1,00 \$ à 2,50 \$	1 517 500	2,3 ans	1 004 667

26 . OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société a comptabilisé un montant de 88 310 \$ (59 600 \$ en 2007) pour des services fournis par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

Le 22 août 2008, la société a versé un montant de 216 055 \$ à un employé et proche parent du Président lors du transfert du capital d'une EDDV (note 21). La transaction a été effectuée au coût et les éléments d'actifs et de passifs n'ont pas été réévalués.

27 . ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

A) Engagements

La société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipements représentant un engagement total de 6 076 294 \$ (6 928 616 \$ en 2007). Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats de location-exploitation calculés au 31 décembre 2008, s'établissent comme suit :

2009 – 1 809 885 \$ 2010 – 1 832 168 \$ 2011 – 1 406 233 \$ 2012 – 976 411 \$ 2013 – 51 597 \$

La société s'est engagée auprès d'un de ses fournisseurs pour acheter un nombre minimum de quadriporteurs de 1 100 unités en 2009 et de 1 200 unités en 2010 afin de conserver son droit de vente exclusif.

B) Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Classement des instruments financiers

Le classement des instruments financiers, autres que les instruments financiers dérivés désignés comme couverture, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur aux 31 décembre 2008 et 2007, se détaille dans les tableaux suivants.

Juste valeur des instruments financiers

Au 31 décembre 2008, la valeur comptable des actifs financiers à court terme composés essentiellement des comptes clients et des autres débiteurs, et des passifs financiers à court terme se rapprochent de leur juste valeur compte tenu de leur réalisation prévue à court terme.

La valeur comptable des actifs financiers à long terme classés comme prêts et créances composé essentiellement des prêts à long terme diffèrent quelque peu de leur juste valeur puisqu'ils ne portent pas intérêt aux taux courants du marché.

La valeur comptable des placements à long terme dans des placements en PCAA classés comme détenus jusqu'à échéance se rapproche de leur juste valeur compte tenu qu'une baisse de valeur permanente a été comptabilisée aux résultats en 2007 et en 2008.

La valeur comptable des placements à long terme autres qu'en PCAA classés comme détenus jusqu'à échéance se rapproche de leur juste valeur compte tenu que ces éléments viennent à échéance à court terme (note 14B).

La valeur comptable des autres passifs financiers à long terme se rapproche de leur juste valeur compte tenu qu'ils sont assujettis à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, similaires à celles que la société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires, à l'exception de la dette d'une valeur nominale de 6 000 000 \$ qui a été réévaluée à sa juste valeur de 5 604 365 \$, en raison d'un taux d'intérêt favorable.

Les coûts de transaction liés aux actifs et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transactions liés aux actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, aux prêts et créances et aux autres passifs financiers sont considérés dans la valeur comptable de l'actif et du passif et sont ensuite amortis sur la durée de vie prévue de l'instrument au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

2008	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transactions	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et autres passifs	Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents	5 202 780 \$	- \$	- \$	5 202 780 \$	5 202 780 \$
Comptes clients et autres débiteurs	-	-	9 326 821	9 326 821	9 326 821
Prêts à long terme	-	-	251 635	251 635	202 674
Placements à long terme en PCAA	-	1 780 126	-	1 780 126	1 780 126
Placements à long terme autres qu'en PCAA	-	4 100 000	-	4 100 000	4 100 000
	5 202 780 \$	5 880 126 \$	9 578 456 \$	20 661 362 \$	20 612 401 \$
Passifs financiers					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	710 000 \$	710 000 \$	710 000 \$
Créditeurs	-	-	5 984 551	5 984 551	5 984 551
Dette à long terme	-	-	8 775 595	8 775 595	8 775 595
	- \$	- \$	15 470 146 \$	15 470 146 \$	15 470 146 \$

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

2007	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transactions	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et autres passifs	Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents	4 714 615 \$	- \$	- \$	4 714 615 \$	4 714 615 \$
Comptes clients et autres débiteurs	-	-	8 605 832	8 605 832	8 605 832
Prêts à long terme	-	-	307 726	307 726	245 311
Placements à long terme en PCAA	2 719 929	-	-	2 719 929	2 719 929
	7 434 544 \$	- \$	8 913 558 \$	16 348 102 \$	16 285 687 \$
Passifs financiers					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	940 000 \$	940 000 \$	940 000 \$
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente	-	-	3 750 000	3 750 000	3 750 000
Créditeurs	-	-	6 561 932	6 561 932	6 561 932
Dette à long terme	-	-	675 174	675 174	686 308
	- \$	- \$	11 927 106 \$	11 927 106 \$	11 938 240 \$

Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire au minimum les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

A) Risques de marché

Risque de change

La société réalise approximativement 59 % (58 % en 2007) de son chiffre d'affaires en monnaie étrangère et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus spécifiquement le dollar US, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 15 000 000 \$ pour couvrir ses risques de conversion sur les contrats de change.

Les tableaux ci-dessous résumant les engagements de la société à vendre des devises aux 31 décembre :

2008

Echéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 12 mois	Vente	1,0708	25 700 000 \$
de 12 à 24 mois	Vente	1,1093	24 000 000
de 24 à 36 mois	Vente	1,1910	6 000 000
		1,1004	55 700 000 \$

2007

Echéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 12 mois	Vente	0,9935	6 000 000 \$

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la société paierait ou recevrait lors du règlement des contrats à la date de clôture de l'exercice.

La juste valeur des instruments financiers, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établit comme suit aux 31 décembre :

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	2008	2007
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change à terme	(6 091 319) \$	14 009 \$
Moins la portion reliée à des contrats de change venant à échéance à court terme	(3 714 953)	14 009
	(2 376 366) \$	- \$

Au 31 décembre 2008, si les autres variables demeuraient inchangées, une hausse (baisse) de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait un effet favorable (défavorable) sur les gains (pertes) non réalisés(es) sur contrats de change du résultat étendu de 518 000 \$ (64 000 \$ au 31 décembre 2007).

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisés dans les résultats immédiatement.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers ont été comptabilisés de la manière suivante aux états financiers :

	2008	2007
Gains de change provenant des contrats de change	- \$	225 280 \$
Gains (pertes) de change sur les soldes monétaires libellés en dollars américains	1 791 581	(1 152 121)
Total des gains (pertes) de change comptabilisés(es) au poste Autres revenus et charges	1 791 581	(926 841)
Gains (pertes) de change provenant des relations de couverture comptabilisés(es) au poste Chiffre d'affaires	(1 155 997)	410 964
	635 584 \$	(515 877) \$

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Incidence du risque de change lié au dollar américain sur les éléments monétaires libellés en dollars US :

(en dollars US)

	2008	2007
Trésorerie et équivalents	469 248 \$	1 568 658 \$
Débiteurs	5 098 538	4 955 352
Prêts à long terme, incluant la portion à court terme	206 597	310 467
Créditeurs	(395 695)	(692 163)
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	-	(376 989)
Total des éléments monétaires libellés en dollars US	5 378 688 \$	5 765 325 \$

Au 31 décembre 2008, si les autres variables demeuraient inchangées, une hausse (baisse) de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une diminution (augmentation) des Autres revenus et charges de l'ordre de 54 000 \$ (58 000 \$ au 31 décembre 2007).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposé la société découle de ses placements à long terme, de ses emprunts bancaires et de ses emprunts à long terme. Les placements et emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 600 000 \$ dans le cas où elle déciderait de convertir son taux d'intérêts variable sur la dette à long terme de 6 000 000 \$ à un taux fixe.

La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque.

Le risque auquel la société est exposé en matière de taux d'intérêt s'établit comme suit :

Encaisse en dollars canadiens	Taux préférentiel moins 2,25 %
Encaisse en dollars US	Taux préférentiel moins 4,50 %
Débiteurs	Non productifs d'intérêts
Placements à long terme	Note 14 B
Prêts à long terme aux États-Unis	Note 15
Fournisseurs et autres créditeurs	Aucune charge
Emprunts bancaires	Taux préférentiel et taux préférentiel plus 1,00 %
Dettes à long terme	Note 18

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Incidence du risque de taux d'intérêt sur les éléments monétaires à taux d'intérêt variable :

	2008	2007
Trésorerie et équivalents	(5 202 780) \$	(4 714 615) \$
Placements à long terme (certificat de placement garanti)	(4 100 000)	-
Emprunts bancaires	710 000	940 000
Emprunt à court terme	-	3 000 000
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	8 771 031	291 666
Total des éléments monétaires à taux d'intérêt variable	178 251 \$	(482 949) \$

Au 31 décembre 2008, si les autres variables demeuraient inchangées, une hausse (baisse) de 1 % du taux préférentiel aurait comme incidence une diminution (augmentation) des Autres revenus et charges de l'ordre de 2 000 \$ (-5 000 \$ au 31 décembre 2007) sur une base annuelle.

Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et avoir une incidence sur les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque.

La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

B) Risque de crédit

La trésorerie et équivalents de la société sont détenus ou émis par des institutions financières « high-credit quality ». Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces instruments est négligeable.

Les placements dans des PCAA font l'objet d'incertitude qu'en à leur valeur d'encaissement éventuelle (note 14).

Les devises étrangères dont la société s'est engagées à vendre sous forme de contrats de change représentent un risque du fait que la société doit disposer des fonds en devises étrangères nécessaires pour rencontrer l'échéancier des contrats.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les comptes clients sont portés au bilan déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Au 31 décembre 2008, le classement chronologique des comptes clients était comme suit :

Comptes courants	3 784 312 \$
Comptes en souffrance depuis moins de 30 jours	2 587 570
Comptes en souffrance depuis 31 à 60 jours	1 474 566
Comptes en souffrance depuis plus de 60 jours	2 292 123
	10 138 571 \$

La provision pour créances douteuses a évolué comme suit depuis le 31 décembre 2007 :

Provision pour créances douteuses au 31 décembre 2007	782 549 \$
Augmentation de la provision	780 986
Radiation de comptes	(342 164)
Provision pour créances douteuses au 31 décembre 2008	1 221 371 \$

Pour les autres créances, la société évalue de façon continue les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

C) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Au 31 décembre 2008, la société disposait d'un fonds de roulement de 16 078 000 \$ (10 389 000 \$ au 31 décembre 2007) et de facilités de crédit non utilisées de 2 790 000 \$ (7 560 000 \$ au 31 décembre 2007).

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 décembre 2008.

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
Emprunts bancaires	710 000 \$	823 600 \$	14 200 \$	14 200 \$	28 400 \$	766 800 \$
Créiteurs	5 984 551	5 984 551	5 984 551	-	-	-
Dette à long terme, incluant la à court terme	8 775 595	9 689 323	792 047	699 488	1 291 130	6 906 658
Dérivés liés aux contrats de change	6 091 319	6 091 319	1 897 092	1 817 860	2 315 723	60 644
	21 561 465 \$	22 588 793 \$	8 687 890 \$	2 531 548 \$	3 635 253 \$	7 734 102 \$

29 . SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

Au cours de l'exercice 2008, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche et le développement s'élevant à 625 898 \$ (603 821 \$ en 2007). Ces crédits, dont 169 218 \$ n'ont pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales, ont été comptabilisés comme suit :

	2008	2007
En réduction des frais de développement reportés	425 548 \$	452 767 \$
En réduction des frais de vente et d'administration	200 350	151 054
	625 898 \$	603 821 \$

30 . INFORMATION SECTORIELLE

La société est structurée selon deux secteurs d'exploitation, le premier étant celui de la fabrication et de la distribution d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité) et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées (Transport adapté).

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs isolables sont les mêmes que celles décrites dans les principales conventions comptables.

Les informations par secteur d'exploitation se détaillent comme suit :

	2008			2007		
	Accessibilité	Transport adapté	Total	Accessibilité	Transport adapté	Total
Chiffre d'affaires	45 982 363 \$	8 730 713 \$	54 713 076 \$	48 907 992 \$	8 611 698 \$	57 519 690 \$
Bénéfice d'exploitation	2 303 796	228 444	2 532 240	1 539 758	177 538	1 717 296
Bénéfice (perte) net(te)	1 353 156	196 121	1 549 277	(435 257)	111 330	(323 927)
Actifs	36 921 327	3 762 145	40 683 472	35 850 122	2 839 112	38 689 234
Amortissements	744 063	52 152	796 215	913 926	49 975	963 901
Dépenses en capital	192 646	13 898	206 544	206 190	9 920	216 110

30 . INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Les informations par secteur géographique se détaillent comme suit :

	Ventes		Immobilisations corporelles, actifs incorporels et écarts d'acquisition	
	2008	2007	2008	2007
États-Unis	29 219 541 \$	30 912 313 \$	448 627 \$	448 627 \$
Canada	21 975 687	22 887 455	2 727 742	3 076 391
Europe et ailleurs	3 517 848	3 719 922	-	-
	54 713 076 \$	57 519 690 \$	3 176 369 \$	3 525 018 \$

31 . ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 16 mars 2009, la société a signé deux ententes de financement avec son institution financière en vertu desquelles un emprunt temporaire de 3 000 000 \$ a été converti en dette à long terme. La première entente, au montant de 1 514 083 \$ US, vient à échéance en mars 2012 et est renouvelable pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de quatre périodes de renouvellement. La deuxième entente, au montant de 1 471 791 \$ US, vient à échéance en mars 2011 et est renouvelable pour des périodes de un an, jusqu'à un maximum de cinq périodes de renouvellement. Les deux emprunts, dont seuls les intérêts sont remboursables mensuellement, portent intérêt au taux de base américain moins 1 % et sont garantis en partie par les placements en PCAA.

À la suite de la restructuration des placements en PCAA, un instrument financier sera comptabilisé au 31 mars 2009 à un montant à être déterminé, représentant le gain entre la valeur nominale d'une tranche de la deuxième dette ci-dessus et la juste valeur des placements en PCAA qui garantissent cette portion de la dette.

32 . CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2008.